Le Conseil,

Vu le rapport du 7 septembre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le soutien à la création d'entreprise est une des priorités de l'action économique de la communauté urbaine de Lyon. Aussi, un plan de soutien communautaire à la création d'entreprise a été élaboré en partenariat avec les acteurs de la création d'entreprise.

Ce plan s'articule autour de trois axes d'intervention :

- redynamiser la création d'entreprise,
- favoriser l'organisation d'un maillage cohérent de l'accueil des créateurs au sein de l'agglomération afin qu'ils puissent accéder à un conseil et à des financements adaptés à leur situation,
- accroître l'efficacité du dispositif de soutien et, en particulier, renforcer les dispositifs d'accompagnement des créateurs en phase de préparation de leur projet et de suivi post-crétation.

Le coeur du dispositif de soutien communautaire est de favoriser le recours au conseil par les créateurs d'entreprise. En effet, de nombreux créateurs d'entreprise débutent leurs activités sans faire appel à des conseils spécialisés. Pourtant, le recours au conseil reste une des clés de la réussite d'un projet de création. Ainsi, 80 % des entreprises qui ont bénéficié d'un ou de plusieurs conseils spécialisés passent le cap de la cinquième année d'activité contre moins de 50 % dans le cas contraire.

En la matière, le centre de formation de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon (CCIL) occupe une place extrêmement importante. Le centre de formation accueille environ 2 000 porteurs de projets dans une phase amont du processus de création d'entreprise.

Le porteur de projets est ainsi orienté, dès le début du processus de création, vers des conseils adaptés à sa situation. Les difficultés et les insuffisances peuvent ainsi être détectées sans dommage, le plus en amont possible.

Le centre de formation accueille les porteurs de projets dans des réunions collectives d'information à propos de la création d'entreprise. Les personnes intéressées suivent ensuite un séminaire plus restreint destiné à établir un diagnostic individuel (en matière d'étude de marché, de montage juridique et de gestion). L'aboutissement de cette démarche de formation-conseil est un entretien individuel avec un consultant spécialisé afin de préciser les besoins du créateur en matière de formation et de financement. Par la suite, les créateurs sont orientés vers les services de soutien à la création spécialisés de la Chambre de commerce ou vers d'autres organismes de conseil.

Le centre de formation de la CCIL est certainement l'organisme qui, sur l'agglomération, accueille le plus de porteurs de projets. Cependant, en 1998, il s'est créé 7 500 entreprises sur l'agglomération (source : INSEE) ce qui implique un flux de plus de 25 à 30 000 porteurs de projets. La proportion de porteurs de projets qui bénéficie des services du centre de formation reste donc relativement limitée.

Le centre de formation de la CCIL est confronté à une double nécessité :

- accroître les capacités d'accueil et d'orientation des porteurs d'un projet de création d'entreprise,
- moderniser les processus d'information, d'orientation et de conseil des porteurs d'un projet de création afin de s'adapter à l'évolution des besoins des porteurs de projet notamment par une individualisation plus poussée du conseil aux créateurs.

L' accroissement des flux de porteurs informés et orientés par le centre de formation de la CCIL favoriserait une diminution globale du taux d'échec des créations d'entreprises. La communauté urbaine de Lyon pourrait favoriser une démultiplication de l'action d'accueil et d'orientation des créateurs d'entreprises du centre de formation de la CCIL par l'attribution d'un soutien financier.

Ce soutien financier, à caractère exceptionnel, de la communauté urbaine de Lyon favoriserait la mise en oeuvre des évolutions des dispositifs d'accueil et d'information des porteurs de projet par la chambre de commerce et d'industrie de Lyon.

Il serait réparti sur les exercices budgétaires 1999 et 2000.

La communauté urbaine de Lyon pourrait soutenir la chambre de commerce et d'industrie de Lyon pour les activités de son centre de formation d'accueil et d'orientation des créateurs d'entreprises à hauteur de 400 000 F en 1999 et de 400 000 F en 2000 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ladite convention de financement ;

Ouï l'avis de sa commission développement économique et grands projets ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer la convention de financement entre la communauté urbaine de Lyon et la chambre de commerce et d'industrie de Lyon.

2° - Approuve le versement d'une subvention de 400 000 F en 1999 et 400 000 F en 2000 à la chambre de commerce et d'industrie de Lyon pour les activités de son centre de formation en matière d'accueil et d'orientation des créateurs d'entreprises.

3° - Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal de la communauté urbaine de Lyon - exercices 1999 et 2000 - compte 657 480 - fonction 90.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,